

# **Grand débat national**

## **Compte-rendu**

### **Lafenasse – 23/01/19 à 18h**

95 présents

Mot de bienvenue du maire, Claude OLIVIER

Introduction de Philippe FOLLIOU, député : rappel du contexte et de la démarche du Grand débat national, rappelle qu'il a déjà favorisé le débat depuis le début de son mandat avec les « ateliers du territoire », présente la méthode égalitaire (2 minutes par intervention) et les règles du jeu du débat démocratique et citoyen, exprime son souhait que ces débats soient fructueux, qu'ils voient émerger des points saillants et des propositions au-delà des « doléances ». Justification du choix du lieu du débat, lecture de la charte du Grand débat national par Philippe FOLLIOU et par deux assesseurs, présentation des questionnaires qui peuvent être remplis par les participants en direct ou après la réunion et remis soit en mairie, soit à la permanence parlementaire qui les fera suivre à la Mission Grand débat. Rappel des 4 thèmes principaux du grand débat, qui ne sont pas exclusifs puisque aucune question ne sera mise de côté, et de la feuille de doléances et propositions à disposition de chacun.

### **Thème 1: LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES**

1. Jacques S : Nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que dans les campagnes pour se chauffer on utilise souvent le gaz en citerne, le GPL. Ceux qui utilisent cette énergie sont pénalisés par la taxe sur les produits énergétiques et l'absence de prix réglementés du GPL. La hausse de TICPE entraîne une augmentation considérable du prix du GPL. Au 1<sup>er</sup> janvier nous aurions dû payer 80€ de plus la tonne de GPL, pour arriver à 400€ en 2022. Notre consommation pour une maison individuelle est d'environ une tonne de GPL par an. Le 20 décembre 2018, l'Assemblée Nationale a voté l'annulation de l'augmentation de la TICPE pour 2019. Nous demandons la suppression définitive de la TICPE pour le chauffage au GPL qui subit déjà une TVA à 20%. Nous demandons la mise en place d'un prix réglementé pour le GPL, comme pour le gaz naturel.
2. Frédéric C : Faire des économies au niveau des régions (Exemple de la fusion de la région Occitanie en 2015 qui a généré 700M€ de fiscalité directe et indirecte en plus depuis 2015). Problème du consentement à l'impôt : les gens ne savent pas à qui ils payent les impôts (taxe foncière, taxe d'habitation...). Fiscalité croisée. Grande réforme fiscale à mener (chaque collectivité doit avoir sa fiscalité propre, foncière

pour le bloc communal, économique pour le Département et celle qui pèse sur les transports ou automobilistes pour les régions).

3. Bernard A : Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Augmentation de la TVA sur les produits de luxe. Faire 14 tranches d'impôts au lieu de 5.
4. Chantal B : Injustice qui s'installe, si cela continue ce sera pire que 1848. En 2019, je vais avoir 2 prélèvements pour les impôts (un échancier de 2018 et l'impôt pris à la source sur ma retraite)
5. Karen E : Les questionnaires de ce Grand débat sont fermés, les réponses orientées. On ne parle nulle part de l'évasion fiscale. Il y a de l'argent à aller chercher ailleurs que dans le portefeuille des petits gens du peuple.
6. Michel P : Nos pensions de retraites n'ont pas augmenté depuis de nombreuses années. On nous a même ajouté 1.7% de CSG. Impôt sur les grandes fortunes a été supprimé. Il y a énormément d'évasion fiscale et on ne fait pas grand-chose pour récupérer l'argent là-dessus : alors que le pouvoir d'achat des retraités baisse, les dividendes des actionnaires ont augmenté de 13 % en 2018 !
7. Denis C : Diviser le nombreux de députés. Les députés comme vous Philippe on ne vous attend pas parler, on vous invite pas ou alors vous vous taisez. Problème des 80km/h : on est toujours en train de payer ! Que les députés essaient de vivre pendant 6 mois avec 710€/mois !
8. Pierre T : Pas assez de retours sur ce qui est voté, il faudrait que l'on puisse avoir un condensé des dépenses et recettes de nos communes.
9. Yves B : Moi j'ai un budget, je ne peux pas me permettre de le dépasser, je ne vois pas pourquoi l'État dépense plus que ses moyens.
10. Dominique P : ***Cette intervention n'apparaît pas au compte-rendu, car elle ne respecte pas les dispositions suivantes de la charte du Grand débat national :***
  - ***Respecter les autres participants et leurs opinions,***
  - ***Ne pas porter atteinte à autrui, c'est-à-dire attaquer une personne ou un groupe de personnes en raison de leurs caractéristiques propres***
11. Marie-Claude R : Nos enfants vont-ils devoir emprunter pour se payer eux-mêmes les études, auront-ils une sécurité sociale comme nous ?
12. Paul P : Favorable à ce que tout le monde soit sujet à l'impôt sur le revenu. Mais que la redistribution de la fiscalité se fasse au bénéfice de ceux qui en ont réellement besoin.
13. Bernard C : La fonction publique, c'est de la main d'œuvre qui coûte cher. 80km/h qui sont sensés être pour notre santé gonflent surtout les caisses de l'État. Augmentation du prix du carburant est supposée faite pour protéger la nature, or c'est aussi pour gonfler les caisses de l'État. Mon train de vie a anormalement diminué, alors que l'on voit celui de l'État augmenter. Il y a énormément d'économies à faire.

## **Thème 2 : DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ**

1. Pierre R : Pour un seul mandat renouvelable une seule fois. Problème de représentation, je propose un tirage au sort ou un panel de population française. Mettre en place un vrai statut de l' élu.
2. Bernard C : Donner plus d'importance aux associations, donner plus de pouvoir aux organisations syndicales. Nombre supérieur d'élus face aux décisions des syndicats. Si M. le Président pouvait détruire les syndicats il le ferait.
3. Frédéric C : Le peuple s'est senti trahit plusieurs fois (rappel du traité constitutionnel retoqué par Nicolas Sarkozy). C'est un problème de respect envers le peuple. Il ne faut pas avoir peur du RIC. Quand on défend un programme lors de la campagne il faut le respecter.
4. Françoise W : Constat : baisse de la participation aux élections. Raisons : impuissance des gouvernants. Pourquoi ? Car la France est affaiblie économiquement. Il y a des réformes profondes à faire : elles sont en cours, mais il faut aller plus loin : nécessité de responsabiliser chacun, du plus haut au plus bas. Impuissance face à la délinquance et l'immigration : le droit d'asile et lois diverses reflètent un état d'esprit inadapté aux défis d'aujourd'hui, qui s'accompagne d'un manque de moyens. Exemple du retour des djihadistes : ils ont combattu mais ne s'arrêteront pas à un armistice comme dans une guerre classique.
5. Jean-Claude B : La France est le seul pays en Europe où le chef de l'État est élu au suffrage universel, et qui de plus détient les pouvoirs qu'aucun autre chef d'État en Europe ne détient. Tous les autres pays ont des dirigeants qui n'ont pas autant de pouvoirs. Le Président ne rend de comptes à personne, il se cache juste derrière son mandat.
6. Anonyme : Beaucoup de gens ne connaissent même plus leur député. Mais je les comprends quand on voit le découpage des circonscriptions, c'est aberrant. Il en va de même avec les conseillers départementaux : on a gardé le même nombre d'élus, mais sur des territoires toujours plus étendus. Grande différence dans la constitution des dernières régions.
7. Karen E : Le mode d'emploi du Grand Débat national conduit à des réponses orientées. Depuis le 17 /11/2018 le peuple n'est pas content du gouvernement (début de la mobilisation des « gilets jaunes »). Les réformes évoquées vont dans le sens de ce que le Président avait défini. L'édito de Philippe Folliot de janvier 2019 ne contient que de belles phrases. Sur le RIC, est-ce que M. Folliot a donné sa voix ? Il faut remobiliser pour les élections à venir. Toutes les propositions doivent être prises en compte pendant le Grand Débat national même si elles ne rentrent pas dans le système de la République en Marche. La démocratie, c'est tout le monde qui doit pouvoir s'exprimer comme il le souhaite.

8. Chantal B : Question 3 du questionnaire thématique du Grand débat national nécessite d'avoir un sens moral. Prendre en compte le vote blanc. Demander aux maires d'inscrire tous ceux de plus de 18 ans (de leur commune) sur les listes électorales. Vote obligatoire. Il faut réduire le nombre de parlementaires. Pas besoin du Sénat.
9. Jacques B : Vote blanc doit être pris en compte parce qu'il exprime un vrai choix politique et pour pallier au manque de motivation pour aller voter. Réduire le nombre de parlementaires et demander davantage de proximité élu-citoyen sont incompatibles. Démocratie participative : comment améliorer le système pour que le citoyen ait envie de participer en amont aux choix politiques ?
10. Elisabeth C : il faut donner un rôle plus important aux associations
11. Pierre T : On a tous une vision différente. Dans les conseil municipaux, essayons de mettre en place le tirage au sort pour impliquer les gens petit à petit.
12. Denis C : Il faut une proportionnelle.
13. Frédéric C : La proportionnelle oblige les partis à des accords. Il ne faut pas avoir peur du peuple, parfois on a l'impression que le gouvernement en a peur.
14. Michelle G : Pourquoi on ne vote plus ? Pourquoi on a plus confiance en nos élus ? Car toujours des promesses au moment des élections qui ne sont pas suivies de faits. Il est vrai que les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Il faudrait que tous nos élus retrouvent le chemin de nos cœurs avant de pouvoir compter accéder à nos voix...
15. Aline A : Quel culot de proposer la question 3 au regard des phrases inappropriées de M. Macron (« traverse la route...») ! Il faudrait écouter les gens, arrêter de les prendre de haut, arrêter de faire de la propagande contre les « gilets jaunes ».

### **Thème 3: LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

1. Georges K : Il invite tout le monde a signer la pétition « l'affaire du siècle »
2. Denis C : Nous on habite a 41km d'Albi, cela veut dire qu'il faut que l'on prenne la voiture pour se déplacer, on a plus de commerce de proximité, au gouvernement ils sont sur une autre planète. C'est des questions qui ne valent même pas la peine d'y répondre.
3. Chantal B : Je trouve dommage que l'on parle seulement maintenant de l'écologie. Total a suffisant d'argent pour qu'ils arrêtent de polluer la Guyane comme ils le font. Actuellement on nous parle des couches pour les nourrissons qui ont des composants nocifs. Arrêtons de parler de l'écologie au niveau des voitures. Le glyphosate avait été interdit, mais les agriculteurs ont continuer de l'utiliser. Pour autant bien sur qu'il faut des agriculteurs, il faut les aider dans leur transition écologique.
4. Frédéric C : On est tous naturellement attachés à l'écologie, or on a l'impression que cette transition écologique est punitive. Transport de marchandises par cargo n'est

pas très écologique alors qu'il n'est pas soumis à la fiscalité écologique. Si on peut respirer un air un peu moins pollué, on a tous à y gagner. Nous proposons des droits de douanes sur certains produits. Nos agriculteurs n'ont pas les mêmes normes que dans certains pays qui exportent chez nous.

5. Yvon B : Constat : aujourd'hui, 90% des oiseaux ont disparu en même pas 10 ans. Idem pour le petit gibier et pour les poissons de rivières. Il faut trouver une solution !
6. Jacques B : Sur le problème du réchauffement climatique, si on ne fait rien on est « cuits », au sens propre comme au sens figuré. Il y a un laisser-aller au niveau de la production des gaz à effet de serre au niveau mondial qui est favorisé par les égoïsmes nationaux. Pessimiste oui, mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras.
7. Dominique P : Les élus au Parlement sont là pour faire des propositions. Question n°8 : nous avons eu droit pour certains à des crédits d'impôts pour ceux qui avait installé une chaudière à condensation, cela pouvait monter jusqu'à 16000€, et trois mois plus tard M. le premier ministre vient de nous annoncer que dans dix ans il n'y aura plus de chaudière à fioul. Est-ce que l'on se moque de nous ?
8. Aline A : L'écologie c'est bien, l'aide sociale c'est bien, mais comment expliquer la démission de M. Hulot ? Car il a capitulé devant les lobbies. Suppression des aides au maintien de l'agriculture bio. Le traité de libre-échange doit être supprimé.
9. Michel P : Glyphosate : les scientifiques disent que l'on en trouve partout, maintenant dans les couches pour bébé. On nous avait promis que le glyphosate serait interdit, on attend toujours cette interdiction.
10. Bernard C : L'écologie a bon dos pour nous faire payer encore une fois. Avec quoi sont fabriquées les batteries des véhicules électriques ? Rien de bon ! On détruit la nature sous couvert d'écologie. Il faut réapprendre aux gens à mieux consommer. Même l'écologie est dictée par la finance.
11. Karen A : La SNCF connaît de gros problèmes, alors qu'on est en train de privatiser les trains. Problématique des camions étrangers qui traversent la France et ramènent toute la pollution européenne. Course au rendement conduit à des conditions de transports catastrophiques. Merci M. Macron pour l'écologie (ironie).
12. Sylvie P : Pas de taxe sur le kérosène des avions, contrairement aux carburants des voitures : c'est incohérent. Cela coûte moins cher de voyager en avion qu'en train : est-ce normal ? Il faudrait revaloriser le train.
13. Anonyme : Trop de produits qui sont vendus en grande surface sont sur-emballés.
14. Yves B : Prime à la reconversion pour le changement de véhicule : la prime de 4000€ serait donnée à ceux qui travaillent, mais les retraités eux aussi ont besoin de se déplacer. La prime pour les retraités non imposable est de 2000€ seulement. Est-ce normal ?  
Pourquoi l'État finance les diesels, alors qu'on fait tout pour ne plus avoir de diesel ?  
Le diesel ne pollue pas plus que l'essence.

15. Anonyme : C'est très prosaïque mais lorsque nous faisons les courses, achetons des produits sans emballage, arrêtons avec les emballages (exemple des boucheries)
16. Pierre T : La transition écologique est une chance pour les milieux ruraux. Elle peut permettre de recréer des emplois dans des métiers qui ont disparu, comme dans les services de proximité dans les campagnes.
17. Marie-Claude R : Est ce que la finalité de nos actions pour la transition écologique ne sera pas minime ? Quel est l'impact réel sur la transition écologique ? C'est un sujet assez complexe.
18. Élisabeth C : Je ne comprends pas les évolutions du système de tri des déchets ménagers.
19. Brigitte A : Arrêtons d'implanter des centres commerciaux que l'on a à gogo, ainsi que des parcs de loisirs. Au contraire, gardons les terres pour les cultiver et y retrouver de la biodiversité.

#### **Thème 4: L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS**

1. Frédéric C : L'État a décentralisé ses compétences, exemple en matière de ferroviaire. Beaucoup de services publics se sont désengagés, ce sont les contribuables qui mettent la main à la poche comme on le voit pour La Poste. C'est la libéralisation des services publics inscrite dans les traités européens depuis 1996 qui a tué les services publics. Il faut que l'on reprenne la main sur notre souveraineté si on ne veut pas voir disparaître nos services publics car l'État s'est désengagé. Ce n'est pas toujours la faute à l'Europe. Nos députés ne défendent pas nos citoyens.
2. Chantal B : Nous ne sommes pas desservis en numérique et téléphonie dans toute les communes. Pour avoir quelqu'un de visu dans le service public, c'est très compliqué. Il faut redonner un pouvoir aux maires. Nos maires sont le maillon le plus important dans la démocratie en France. Constat de la désertification médicale. EDF et privatisation de l'eau : est-ce vraiment pour le meilleur ? Idem pour les cliniques rachetées par de grands groupes.
3. Bernard C : En milieu rural beaucoup de services publics ont fermé. On fait des économies sur quoi ? Sur la main d'œuvre, sur les employés... le premier administré c'est le maire, il a beaucoup de taches à faire, il ne peut pas tout faire tout seul pourtant !
4. Jacques B : Problème de la couverture en service médicaux des zones rurales. Il faut faciliter l'accès aux services publics dans la ruralité par les maisons de services au public.
5. Dominique P : Il faudrait un personnel itinérant pour se déplacer chez les gens âgés pour leur expliquer comment fonctionne internet. Ce serait un vrai service public. Le Sénat est indispensable.

6. Michelle G : Il faut encourager les initiatives et idées locales.  
Présente sur le rond-point de Réalmont depuis plus de 2 mois, je n'y ai rencontré aucun illettré, feignant ou de gens qui « déconnent » mais des gens comme vous et moi qui veulent simplement vivre dignement de leur retraite ou de leur salaire.
7. Sylvie P : Les maternités sont trop loin de nos habitations. Le Sénat est important car il tempère (contre-pouvoir). Pour les référendums, mais ils doivent être très documentés.
8. Karen E : Pour réduire la dette il faut peut être conserver nos services publics, les développer, y mettre de l'argent (salarier des médecins par exemple). Pour financer, il faut récupérer de l'argent dans le privé. Le Sénat est élu par les grands électeurs, on a aucun pouvoir sur eux et ils ne sont pas responsables devant le citoyen. Par contre on pourrait avoir dans une même assemblée députés et sénateurs pour supprimer le Sénat.
9. Aline A : Problématique de la réduction des contrats aidés. Les maternités sont trop loin des territoires. Problème plus large de la redistribution de l'argent en France.
10. Bernard C : On est prêts à donner 60€ de plus à un médecin urgentiste pour rediriger un patient vers un généraliste. Il faudrait mettre un médecin de plus dans le service des urgences ou mettre un médecin généraliste dans les locaux des urgences, là on ferait des économies. Les EHPAD aussi sont en souffrance. Si on veut supprimer des fonctionnaires, supprimons 50% de nos élus. En France on a beaucoup moins de peine à supprimer des emplois dans des usines qu'à supprimer certains élus.
11. Michel P : Il faut peut-être supprimer des élus mais il faut conserver le Sénat (contre-pouvoir par exemple actuellement dans l'affaire Benalla).
12. M. P : Il faut revenir sur le service des médecins de garde. Pour les agriculteurs, les animaux sont plus et mieux suivis sanitairelement que les humains eux-mêmes !
13. Claude O : Il est grand temps de simplifier les démarches administratives, il faut attendre des jours, des semaines, des mois avant d'avoir une réponse de certaines administrations.
14. Jean-Claude B : On ne veut pas du modèle américain. Rappel de la devise « Liberté, égalité, fraternité ».

Remerciements de Muriel ROQUES ETIENNE, députée suppléante, pour la qualité et la tenue des débats.

Conclusion et remerciements du maire de Terre-de-Bancalié Jean-Luc CANTALOUBE et du maire déléguée de Saint-Lieux-Lafenasse Claude OLIVIER.